

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire  
Antenne de Mâcon  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Le 14/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **PURFER (Ex GDE)**

ZI des Bruyères  
71000 Mâcon

Références : XB/NM/2023/M\_109  
Code AIOT : 0024700069

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans l'établissement PURFER (Ex GDE) implanté ZI des Bruyères 13 avenue Ampère 71000 Mâcon. L'inspection a été annoncée le 15/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site a fait l'objet d'une plainte le 23/09/2020, pour les nuisances sonores, les rejets aqueux et les poussières.

Suite à cette plainte, une visite d'inspection de l'établissement a été diligentée le 17/03/2021. Cette visite a abouti à la signature de l'arrêté préfectoral du 19/05/2021 mettant en demeure l'exploitant de respecter les niveaux sonores et les émergences sonores, et de mettre en place des Robinets Incendie Armées (RIA).

Une nouvelle visite d'inspection a eu lieu le 08/06/2022. On a alors constaté le non respect de la mise en demeure concernant les niveaux et émergences sonores et la mise en place de RIA, ce qui a abouti à la signature de l'arrêté préfectoral du 26/07/2022 rendant redevable l'exploitant de deux astreintes, avec un délai d'application de 6 mois.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PURFER (Ex GDE)
- ZI des Bruyères 13 avenue Ampère 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0024700069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exploite des installations de :

- tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux,
- traitement de déchets non dangereux (cisailage de déchets de métaux),
- stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de la mise en demeure prise par arrêté préfectoral du 19/05/2021,
- suites de l'astreinte journalière prise par arrêté préfectoral du 27/07/2022,
- suites de la visite d'inspection du 08/06/2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Nuisances sonores	AP de Mise en Demeure du 19/05/2021, article 1	Avec suites, Astreinte	Liquidation partielle d'astreinte + Astreinte	
2	Robinetts d'incendie armés (RIA)	AP de Mise en Demeure du 19/05/2021, article 1	Avec suites, Astreinte	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 7.2.3	Susceptible de suites	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Fréquence de mesure des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 08/12/2008, article 8.2.3.1	Susceptible de suites	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les non-conformités des niveaux de bruit et des émergences sonores : l'exploitant a souhaité mettre en oeuvre des mesures correctives qui ne sont pas issues d'une étude acoustique. Aucune nouvelle mesure des niveaux sonores n'a été réalisée depuis pour s'assurer que ces mesures correctives sont suffisantes. On constate donc le non respect du point (1) de l'article 1 de la mise en demeure prise par arrêté préfectoral du 19/05/2021 sur ce point.

En conséquence, nous proposons la liquidation partielle des trois astreintes définies à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/07/2022 et la prise d'un nouvel arrêté préfectoral d'astreinte pour les deux derniers points de la mise en demeure non respectés également et dont les délais de mise en application sont maintenant dépassés (réalisation des travaux de mise en conformité dans un délai de 17 mois et retour à la conformité justifié par la réalisation de nouvelles mesures de la situation acoustique dans un délai de 18 mois).

Concernant les robinets incendies armés (RIA), l'exploitant n'est toujours pas en mesure de justifier de leur installation en conformité avec une norme connue. On constate donc le non respect du point (2) de l'article 1 de la mise en demeure prise par arrêté préfectoral du 19/05/2021 sur ce point. Toutefois, l'exploitant a indiqué lors de la visite que la "mise en conformité" des RIA aux normes connues, en débit et pression aux niveau des RIA les plus défavorables, nécessiterait probablement la mise en place d'une surpresseur. L'exploitant pose également la question du dimensionnement des mesures de prévention et sur la pertinence du moyen d'intervention qu'il a initialement lui même proposé sur les zones à risque d'incendie. Par conséquent, nous ne proposons pas encore, à ce stade, de liquidation partielle de l'astreinte prise à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26/07/2022. Cette astreinte n'est malgré tout pas abrogée. Cela oblige l'exploitant à proposer rapidement des solutions ou de mise en conformité des RIA ou de mesures d'intervention/prévention différentes pour les zones à risque d'incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, niveaux de bruit et émergences
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/06/2022 ;</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites ;</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte ;</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/01/2023.</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 1 APMD du 19/05/2021 : <i>"La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT dont le siège social est situé LA GUERRE, 14540 CASTINE-EN-PLAINE, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite 13 rue Ampère à Mâcon, de respecter :</i> <i>(1) les articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 susvisé, en :</i> <i>- fournissant des propositions de mise en conformité avec l'appui d'un bureau d'études spécialisées en acoustique dans un délai de 3 mois. Cette proposition devra être accompagnée de justifications basées sur des modélisations acoustiques réalisées par un bureau d'étude spécialisé en acoustique ;</i> <i>- transmettant le ou les bons de commande pour la réalisation des travaux de mise en conformité dans un délai de 5 mois ;</i> <i>- transmettant un échéancier de réalisation des travaux de mise en conformité dans un délai de 6 mois ;</i> <i>- réalisant les travaux de mise en conformité dans un délai de 17 mois ;</i> <i>- le retour à la conformité devra être justifié par la réalisation de nouvelles mesures de la situation acoustique dans un délai de 18 mois."</i>
Art. 1 AP astreinte du 26/06/2022 - Astreinte relative au respect des valeurs limites d'émergences et les niveaux limites de bruit : <i>"[...] la société PURFER [...] est rendue redevable des astreintes administratives, jusqu'à satisfaction complète des points visés dans la troisième colonne du tableau ci-après, issus de la mise en demeure</i>

signifiée par l'arrêté préfectoral référencé DCL-BRENV-2021-139-1 du 19 mai 2021 susvisé.

N°astreinte 1 : 50 € (cinquante euros) Jusqu'au respect du 1er tiret du (1) de l'article 1er – respecter les articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 susvisé, en :

- fournissant des propositions de mise en conformité avec l'appui d'un bureau d'études spécialisées en acoustique dans un délai de 3 mois. Cette proposition devra être accompagnée de justifications basées sur des modélisations acoustiques réalisées par un bureau d'étude spécialisé en acoustique.

N°astreinte 2 : 5 € (cinq euros) Jusqu'au respect du 2e tiret du (1) de l'article 1er – respecter les articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 susvisé, en :

[...]

- transmettant le ou les bons de commande pour la réalisation des travaux de mise en conformité

[...]

N°astreinte 3 : 5 € (cinq euros) Jusqu'au respect du 3e tiret du (1) de l'article 1er – respecter les articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 susvisé, en :

[...]

- transmettant un échéancier de réalisation des travaux de mise en conformité [...]

Cette astreinte prend effet dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté."

**Constats :** Pour rappel, une étude acoustique réalisée par DB Vib, datée du 10/11/2021, nous avait été remise en séance lors de la visite d'inspection du 8 juin 2022. Cette étude acoustique ne proposait aucune solution permettant un retour à la conformité, hormis l'arrêt de la cisaille, hypothèse écartée par l'exploitant lors de cette visite.

Depuis, PURFER a rencontré le voisin proche. L'exploitant aurait également pris contact avec le bureau d'étude Db Vib, bureau d'étude choisi par ancien exploitant pour l'étude acoustique.

Deux sources de bruits auraient été identifiées et traitées au niveau de la cisaille : échappement moteurs et cylindres des volets de poussage des ferrailles.

Le claquement du grappin lors du tri participerait également aux nuisances sonores.

Les représentants de la société PURFER indiquent avoir fait ce qui pouvait se faire facilement et rapidement. Ils soulignent également que la cisaille actuelle est en fin de vie.

Enfin, la société PURFER indique qu'il y a une possibilité d'extension sur les parcelles voisines où les bennes sont stockées. Les terrains sont la propriété de PURFER, mais séparés du site actuel par une voie ferrée non utilisée. La condition de cette opération est que la voie SNCF entre les deux sites soit rétrocédés à PURFER. En échange, PURFER rétrocéderait une bande de terrain en limite nord à MBA pour faire la route d'accès à l'autoroute depuis la zone artisanale (il s'agit actuellement d'un cul de sac). Toutefois, il semble difficile d'aboutir pour la convention avec la SNCF.

PURFER indique qu'il y a nécessité de revoir le fonctionnement global du site, mais rien n'est encore défini.

L'exploitant a le projet de mur acoustique qui seraient construits dans quelques semaines.

En résumé, PURFER cherche des solutions de « court terme » le temps que le projet long terme (extension) soit réalisé.

**On constate qu'aucune étude acoustique permettant de sérier les sources de bruit et de définir les mesures préventives à mettre en œuvre pour un retour à la conformité n'a été réalisée. Ainsi, les mesures correctives mises en œuvre ou projetées par PURFER ont été établies de façon « intuitive ». Par conséquent, rien ne permet d'être assuré que ces solutions sont suffisantes. Le**

premier point de la mise en œuvre n'est donc pas respecté.

PURFER n'a transmis aucun bon de commande, ni aucun échéancier de réalisation de travaux. Les 2e et 3e points de la mise en demeure ne sont pas respectés.

Enfin, aucune mesure de bruit n'a été réalisée à posteriori pour s'assurer que ces mesures (sur la cisaille notamment) sont suffisantes pour revenir à une émergence conforme. La mise en demeure n'est pas respectée sur les deux derniers points pour lesquels les délais sont dépassés. Nous proposons donc une nouvelle astreinte, avec un délai d'application de 10 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

## N° 2 : Robinets d'incendie armés (RIA)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/05/2021, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/06/2022 ;
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites ;
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte ;
- date d'échéance qui a été retenue : 27/01/2023.

Prescription contrôlée :

Art. 1 APMD du 19/05/2021 :

*"La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT dont le siège social est situé LA GUERRE, 14540 CASTINE-EN-PLAINE, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite 13 rue Ampère à Mâcon, de respecter :*

*(2) l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 susvisé en :*

- *transmettant une étude de mise en place des R.I.A. sur site comportant le plan de positionnement des R.I.A., la copie des commandes effectuées pour la réalisation des travaux et un planning de travaux, dans un délai de 2 mois ;*
- *mettant en place les R.I.A. dans un délai de 8 mois."*

Art. 2 AP astreinte du 26/07/2022 relative à la mise en place des R.I.A.

*"[...] la société PURFER [...] est rendue redevable des astreintes administratives, jusqu'à satisfaction complète des points visés dans la troisième colonne du tableau ci-après, issus de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral référencé DCL-BRENV-2021-139-1 du 19 mai 2021 susvisé.*

*N° astreinte 1 : 30 € (trente euros) Jusqu'au respect du (2) de l'article 1er – respecter l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 susvisé en [...] mettant en place les R.I.A."*

La non-conformité n°4 du rapport d'inspection du 01/07/2022 faisant suite à la visite d'inspection du 08/06/2022 indiquait que : *"Les RIA n'ont encore fait l'objet d'aucune réception de la part de la société qui les a installés. Il est par conséquent impossible de les considérer comme fonctionnels."*

Un peu au-dessus, dans les constats, il est indiqué : *"Les RIA doivent faire l'objet d'une visite de réception en présence de l'installateur et de l'utilisateur ayant pour but de contrôler la conformité de l'installation avec un référentiel préalablement défini et les spécifications figurant dans le dossier technique. Cette réception doit faire l'objet d'un procès-verbal.*

*Cette visite de réception avec procès verbal est prévue par la norme NF S62-201 relative aux Robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides (R.I.A.) et par la règle APSAD R5. Dans ce dernier cas, la validation donne lieu à la délivrance d'un certificat de conformité N5."*

**Constats :**

Dans notre mail du 22/07/2023, nous avons signalé à l'exploitant les points suivants :

"Les documents transmis, notamment les essais réalisés par EUROFEU ne valent pas procès-verbal. Les essais réalisés par EUROFEU indiquent des pressions maximum de 1.2 bars, donc très inférieures aux exigences normatives, pressions dont on ne sait pas si elles ont été relevées en régime d'écoulement et en prenant en compte les deux RIA les plus défavorisés de l'installation.

Ces essais ne sont pas conclusifs et ne citent ni la norme NF S62-201 ni la règle APSAD R5...ni aucun autre référentiel.

Le PV de réception ne concerne par ailleurs pas que les essais de débit et de pression, mais également les conditions d'installations et les matériaux mis en oeuvre. d'où la nécessité d'une réception en présence de l'installateur et de l'utilisateur.

Le §7 de la norme NF S62-201 précise les essais et les conditions de réception de l'installation. Là encore, vous pouvez choisir d'autres référentiels (règles APSAD R5 ou autre à préciser).

En l'absence d'un procès verbal de réception, il n'est pas possible de considérer ces RIA comme fonctionnels. La non conformité n°4 ne peut pas être considérée comme levée."

**Les RIA sont en place mais les éléments à notre disposition ne permettent pas d'être assuré de leur bon fonctionnement au regard des normes connues à ce jour. La mise en demeure n'est donc pas respectée.**

PURFER pose la question des moyens incendies et notamment du nombre de RIA mis en place par l'ancien exploitant (GDE). RIA qui auront, d'après l'exploitant, des difficultés pour atteindre les débits et pression de la norme (cela nécessiterait probablement, selon l'exploitant, la mise en place d'un surpresseur).

L'exploitant souhaiterait relire le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 2008 qu'il n'aurait pas pu retrouver dans les archives de la société GDE et requestionner les moyens mis en oeuvre afin d'assurer la défense incendie.

PURFER indique être en mesure de transmettre une mise à jour de l'étude de dangers initiale avant l'été, focalisée sur le risque incendie et les moyens de lutte contre l'incendie.

**Demande de compléments n°1 : proposer rapidement (4 mois) des solutions ;**

- ou de mise en conformité des RIA ;
- ou, dans le cas où la mise en conformité nécessiterait des moyens disproportionnés (à justifier) de mesures d'intervention/prévention différentes pour les zones à risque d'incendie. L'inspection est disposée à échanger sur les moyens d'intervention et à requestionner les moyens de défense incendie internes au site (à distinguer de la défense extérieure contre l'incendie qui est mise en oeuvre par les services de secours).

**En conséquence, nous ne proposons pas de liquidation partielle de l'astreinte dans l'immédiat.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**N° 3 : Fréquence de mesure des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2008, article 8.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, niveaux de bruit et émergences
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/06/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Art. 8.2.3.1 de l'AP du 08/12/2008 :</p> <p><i>"Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander."</i></p> <p>Suite de la visite d'inspection du 17/03/2021 :</p> <p><i>"Le dernier rapport de mesure de la situation acoustique à notre disposition date de 9/12/2015. Le coordinateur QSE nous remet en séance un rapport du 09/03/2020 relatif à une campagne de mesure des niveaux sonores réalisée le 4 mars 2020.</i></p> <p><i>Non conformité n°1 : la fréquence de mesure de la situation acoustique n'a pas été respectée. En conséquence, il est demandé à ce qu'une nouvelle campagne de mesure de la situation acoustique soit réalisée en 2021.</i></p> <p><i>Compte-tenu des non-conformités présentées ci-après et de la plainte qui vise spécifiquement le bruit, les conditions de cette campagne de mesure devront être précisées et discutées entre l'exploitant et l'inspection des installations classées."</i></p> <p>Suite de la visite d'inspection du 08/06/2022 :</p> <p><i>"L'exploitant remet en séance une étude acoustique du 10/11/2021. Cette étude acoustique est réalisée sur la base de mesures acoustiques de juin 2021 et octobre 2021. Les rapports de mesures ne sont pas joints à cette étude.</i></p> <p><i>Demande de compléments n°2 : transmettre les rapports de mesures de bruit de juin 2021 et octobre 2021."</i></p>
<b>Constats :</b> Le rapport de mesures de bruit du 22/10/2021 a été transmis en séance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 4 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/06/2022 ;</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites.</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Art. 7.2.3 de l'AP du 09/12/2008 - Installations électriques :</p> <p><i>"Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</i></p> <p><i>L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]"</i></p> <p>Suites de la visite d'inspection du 08/06/2022 :</p> <p><i>"GDE a transmis :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>par courriel du 30/03/2021, le devis détaillé de l'entreprise d'électricité pour la correction des observations relevées dans les contrôles périodiques des installations électriques ainsi que le bon de commande ;</i></li><li>• <i>par courriel du 10/08/2020, le courrier de l'entreprise d'électricité choisie attestant avoir levé l'ensemble des 70 observations du rapport d'intervention hormis :</i><ul style="list-style-type: none"><li>◦ <i>observation 1 : absence de plan du tracé des canalisations enterrées. A établir et à joindre au dossier technique ;</i></li><li>◦ <i>observations 4 à 6 concernant le poste de transformation H.T. ;</i></li><li>◦ <i>observations 43 à 44 concernant la zone portail coffret 4 PC.</i></li></ul></li></ul> <p><i>Vu le dernier rapport de vérification des installations électriques de SOCOTEC du 17/02/2022 référencé 920Y0/22/613. Ce rapport comprend bien moins d'observations, 13 en tout. Parmi ces observations, on retrouve les observations relatives à l'absence de plan du tracé des canalisations enterrées (obs 1) et au poste de transformation H.T. (obs 2 à 4). Les autres observations étaient déjà signalées également.</i></p> <p><i>Non conformité n°5 (RAPPEL) : Même si les travaux engagés ont permis de lever de nombreuses observations, les travaux relatifs au poste de transformation H.T. ainsi que d'autres observations résiduelles restent à lever."</i></p>
<b>Constats :</b> <p>Projet de travaux routiers de Mâcon Beaujolais Agglomération (MBA). Donc GDE (ancien exploitant) aurait mis en attente les travaux au cas où il faudrait déplacer le transformateur haute tension (HT) dans le cadre de ces travaux.</p> <p>PURFER n'a pas apporté de mesures correctives aux observations résiduelles relatives au poste de transformation H.T.</p> <p>Vu le rapport de contrôle des installations électriques par SOCOTEC du 27/02/2023, référencé 920Y0/23/673. Le rapport de contrôle indique que l'installation de haute tension n'a pas pu être vérifiée du fait de l'absence de personnel pour manipuler le matériel haute tension. De même, la vérification des cellules haute tension, faute de personnel accompagnant habilité à la manœuvre, s'est limité à un examen visuel extérieur.</p> <p>Ce point reste en attente d'une réponse satisfaisante. On reprend donc la non-conformité.</p>

**Non conformité n°1 (RAPPEL BIS) :** Même si les travaux engagés ont permis de lever de nombreuses observations, les travaux relatifs au poste de transformation H.T. ainsi que d'autres observations résiduelles restent à lever.

**Nous ne proposons pas de mise en demeure à ce stade.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet